

<https://www.pressegauche.org/personne-sur-3-dans-le-monde-n-a-pas-acces-a-de-l-eau-salubre-UNICEF-OMS>



2 personne sur 3 dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre - UNICEF, OMS

- International - Le Monde -



Date de mise en ligne : lundi 16 septembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le dernier rapport sur les inégalités en matière d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène révèle également que plus de la moitié de la population mondiale ne dispose pas de services d'assainissement sûrs.

tiré de : Entre les lignes et les mots 2019 - 37 - 14 septembre : Notes de lecture, textes, vidéo, appel, lien et annonces

<https://entrelignesentrelesmots.blog/2019/09/10/1-personne-sur-3-dans-le-monde-na-pas-acces-a-de-leau-salubre-unicef-oms/>

Des milliards de personnes dans le monde ne bénéficient toujours pas d'un accès approprié à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, d'après un nouveau rapport commun de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). En effet, quelque 2,2 milliards de personnes ne disposent pas de services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité*, 4,2 milliards sont privés de services d'assainissement gérés en toute sécurité et 3 milliards ne possèdent même pas d'installations de base** pour se laver les mains.

Le rapport du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP) intitulé Progress on drinking water, sanitation and hygiene : 2000-2017 : Special focus on inequalities (Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour la période 2000-2017 : Mise en évidence des inégalités) conclut que si d'importants progrès ont été réalisés en matière d'accès universel aux services élémentaires d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène, des écarts considérables demeurent toutefois concernant la qualité des services fournis.

« L'accès seul à ces services ne suffit pas. Si l'eau n'est ni propre, ni potable ou que le point d'approvisionnement est trop éloigné, si l'accès aux toilettes n'est pas sûr ou est limité, alors notre mission à l'égard des enfants n'est pas accomplie », explique Kelly Ann Naylor, Directrice adjointe pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène à l'UNICEF. « Les enfants issus des communautés défavorisées et rurales ainsi que leur famille sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte. Si nous voulons combler ces fossés économiques et géographiques et ainsi garantir ce droit fondamental de la personne, il est impératif que les gouvernements investissent dans leurs communautés. »

D'après le rapport, 1,8 milliard de personnes ont accès depuis l'an 2000 à des services élémentaires d'approvisionnement en eau potable. Pour autant, d'importantes inégalités subsistent en matière d'accessibilité, de disponibilité et de qualité de ces services. On estime par ailleurs que 785 millions de personnes n'ont même pas accès à ces services de base (soit 1 personne sur 10), parmi lesquelles 144 millions continuent de boire de l'eau de surface non traitée. Les données révèlent en outre que dans les zones rurales, 8 personnes sur 10 sont privées de ces services, et que dans un quart des pays disposant d'estimations pour différents groupes socioéconomiques, la couverture des services élémentaires était au moins deux fois plus élevée chez les groupes les plus riches que chez les groupes les plus pauvres.

« Les pays doivent redoubler d'efforts en matière d'assainissement, faute de quoi l'objectif d'un accès universel à ces services de base d'ici à 2030 ne pourra pas être atteint », affirme le Dr Maria Neira, Directrice du Département OMS Santé publique, déterminants sociaux et environnementaux de la santé. « Si les pays ne multiplient pas leurs actions dans ces domaines, des maladies qui auraient dû appartenir depuis longtemps au passé continueront de frapper, qu'il s'agisse de la diarrhée, du choléra, de la typhoïde, de l'hépatite A ou de maladies tropicales négligées comme le trachome, les parasitoses intestinales et la schistosomiase. Investir dans les services d'approvisionnement en eau,

d'assainissement et d'hygiène est rentable sur le plan économique et bénéfique pour la société à de très nombreux égards : il s'agit d'une des conditions nécessaires au maintien d'une population en bonne santé », ajoute-t-elle.

Toujours selon le rapport, si 2,1 milliards de personnes ont désormais accès à des services d'assainissement de base depuis 2000, dans de nombreux endroits du monde, les déchets produits ne sont pas gérés en toute sécurité. En outre, sur les 2 milliards de personnes ne bénéficiant toujours pas de ces services élémentaires, 7 personnes sur 10 vivent dans des zones rurales et un tiers dans les pays les moins avancés.

Par ailleurs, depuis 2000, la part de la population mondiale pratiquant la défécation à l'air libre a été réduite de moitié, passant de 21% à 9%, et 23 pays sont parvenus à une élimination quasi totale de cette pratique, qui concerne désormais moins d'1% de leur population. Malgré cela, 673 millions de personnes dans le monde, de plus en plus concentrées dans des pays lourdement touchés***, la pratiquent toujours. Pire encore, dans 39 pays, pour la plupart en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes déféquant à l'air libre a augmenté du fait de la forte croissance démographique dans la région au cours de cette période.

Enfin, le rapport pointe du doigt de nouvelles données selon lesquelles, en 2017, 3 milliards de personnes ne disposaient toujours pas chez eux d'une installation de base de lavage des mains avec de l'eau et du savon, et environ les trois quarts de la population des pays les moins avancés n'avaient accès à aucune installation de base. Ainsi, chaque année, 297 000 enfants âgés de moins de 5 ans meurent de diarrhée en raison de services EAH inadéquats, sans compter l'assainissement médiocre et l'eau contaminée qui favorisent également la transmission de maladies comme le choléra, la dysenterie, l'hépatite A ou encore la typhoïde.

« Les mesures visant à combler les inégalités en matière d'accessibilité, de qualité et de disponibilité des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène devraient se trouver au coeur des stratégies de financement et de planification des gouvernements. Renoncer aux investissements en faveur d'un accès universel à ces services revient à saper des décennies de progrès au détriment des générations futures », conclut Kelly Ann Naylor.

Note aux rédactions

* Les services d'alimentation en eau potable et d'assainissement gérés en toute sécurité font référence à une eau potable tirée d'une source située sur place, disponible en cas de besoin et exempte de contamination, ainsi qu'à des toilettes hygiéniques permettant de traiter et d'éliminer les déchets de manière sûre.

** Les services élémentaires ou de base désignent le fait pour chaque foyer de disposer d'une source d'eau potable protégée à moins de trente minutes de son domicile, de toilettes ou latrines améliorées privatives, et d'installations permettant le lavage des mains au savon et à l'eau dans la maison.

*** Les pays lourdement touchés sont ceux dont plus de 5% de la population pratiquait la défécation à l'air libre en 2017, à savoir : l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Cambodge, la Chine, la Côte D'Ivoire, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Népal, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad, le Togo, et le Yémen.

À propos du JMP

Le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP) est le

2 personne sur 3 dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre - UNICEF, OMS

mécanisme officiel des Nations Unies chargé du suivi des avancées réalisées aux niveaux national, régional et mondial, notamment au regard des cibles des objectifs de développement durable (ODD) relatives à l'accès universel et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Le JMP est une source faisant autorité en matière d'estimations comparables sur le plan international, lesquelles sont utilisées comme instruments de référence pour éclairer certaines décisions politiques et orienter l'affectation des ressources, notamment au niveau international.

<https://www.who.int/fr/news-room/detail/18-06-2019-1-in-3-people-globally-do-not-have-access-to-safe-drinking-water---unicef-who>